



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°7 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19, pour le subdélégataire.

Le présent avenant prévoit plusieurs dispositions concernant le contrat de DSP et l'exploitation du réseau de transports collectifs :

- Adaptation de la grille tarifaire, notamment pour gérer la phase transitoire avant mise en œuvre de la gratuité totale ;
- Prise en charge par la Métropole des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, au titre de l'année 2023 ;
- Adaptation du programme d'investissements du délégataire, pour des interventions d'urgence sur l'infrastructure ferroviaire et les bâtiments, et du délégant, pour l'achat d'un autobus supplémentaire ;
- Modifications de certains articles à la suite de la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale et de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République.

Conformément à l'article L3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°7 au contrat de DSP afin de :

- Mettre à jour le contrat de DSP à la suite de la cession des actions de la SAEML TaM dans le capital du subdélégataire T3M, au profit de Transdev ;
- Mettre à jour le contrat de DSP à la suite de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal Officiel le 25 août 2021 ;
- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la modification de la grille tarifaire : création d'un nouveau titre de transport, permettant le stationnement automobile dans les P+TRAM sans prendre les transports en commun ; ajout des allocataires de « Contrat d'engagement jeune » dans la liste des bénéficiaires de l'abonnement mensuel Demandeur d'emploi ; augmentation de la durée de validité de l'acte de domiciliation CCAS de 3 à 12 mois ;
- Prendre en compte les impacts financiers de la modification du programme et de l'échéancier des investissements subventionnés du Délégitaire (annexe n°13), pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2024, pour un montant de +19 M€ sur la durée de la DSP ;
- Prendre en compte les impacts financiers de l'indemnisation des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, pour un montant de +3,2 M€ HT (en valeur 2020) au titre de l'année 2023, sur la SFE ;
- Mettre à jour le programme d'investissements du Délégitant (annexe n°15) pour permettre l'achat d'un autobus standard supplémentaire en 2022 ;
- Mettre à jour le contrat pour ajuster les modalités de versement des compensations tarifaires de gratuité, pour les années 2022 et 2023 ;
- Prendre en compte les impacts financiers de l'expérimentation des arrêts adaptés au réchauffement climatique, dans le cadre du Laboratoire des mobilités ;
- Mettre à jour les annexes, et notamment le Compte d'Exploitation Prévisionnel (annexe n°29) en application des dispositions du présent avenant.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole met aux voix deux amendements proposés par Madame Alenka DOULAIN :

Amendement n°1 - Plan d'urgence Bus :

Cet amendement vise à adopter un plan d'urgence pour les lignes de bus impactées par le nouveau plan de circulation, les travaux, et les embouteillages que notre métropole connaît, et qui vont s'amplifier dès septembre 2022. Il vise à maintenir une qualité de service aux usagers, aux horaires et arrêts normaux. Avec les moyens humains et matériels nécessaires, il permettra de maintenir des fréquences et des temps de trajet acceptables pour les usagers.

Sur les aspects humains et matériels, il comprend les propositions suivantes:

- Achat de 30 bus
- Recrutement de 50 chauffeurs

Sur les lignes impactées (liste non-exhaustive, à compléter en fonction des retours des usagers)

- Lignes 6, 7 et 11: retour d'une fréquence de 9 à 10 minutes; desserte des arrêts supprimés (ou proposition d'une alternative)
- Lignes 8 et 12: retour d'une fréquence de 30 minutes
- Ligne 14: retour d'une fréquence de 20 minutes
- Ligne 15: proposition d'une fréquence de 10 à 15 minutes (comme la future ligne Bus/tram)

Vote de l'amendement n°1 :

Pour : 2 voix

Contre : 74 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

L'amendement n°1 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

Amendement n° 2 - Amélioration du service Tram :

Cet amendement vise à améliorer l'attractivité du service tram, sans attendre la future Ligne 5 ou la concrétisation du Bus/tram, afin de proposer une alternative efficace à la voiture dès la rentrée de septembre 2022.

Il comprend les propositions suivantes:

- Ligne 1: proposition de démarrer le service dès 5h du matin (comme durant la période COVID); proposition de maintien de la fréquence "semaine" durant les weekends; ceci afin de coller aux horaires et emploi du temps des travailleurs, notamment du CHU
- Ligne 4: retour à la fréquence d'avant 2021, toutes les 8 minutes, afin d'assurer l'intermodalité et le maillage efficace de cette ligne de ronde

Vote de l'amendement n°2 :

Pour : 2 voix

Contre : 74 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

L'amendement n°2 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°7 au contrat de DSP des transports publics urbains ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196623-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 6_Contrôle Subdélégation et sous-traitant_avenant 7.docx
- Annexe 13_Investissements subventionnés_avenant 7.pdf
- Annexe 15_Investissements 3M_avenant 7.docx
- Annexe 22_Règlement d'exploitation_avenant 7.docx
- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 7.docx
- Annexe 29_CEP_avenant 7
- Avenant 7 DSP Transport.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.